

FRANÇOIS LEHIDEUX

De Renault à Pétain



MÉMOIRES

Présentés et annotés par
JACQUES-ALAIN DE SÉDOUY

Préface de
**EMMANUEL
LE ROY LADURIE**
de l'Institut



DE RENAULT À PÉTAÏN

Francois Lehideux, neveu de Louis Renault, fut secrétaire d'Etat à la Production industrielle. En avril 1942, il quitte l'équipe ministérielle en même temps que démissionne le président du Conseil, l'amiral Darlan. Une rencontre prend place un peu plus tard avec l'étonnant résistant que fut Marc O'Neill. Par ailleurs, Lehideux est maintenu à la tête du Comité d'organisation de l'automobile. Vient la Libération : l'ancien ministre est arrêté le 28 août 1944, par suite de sa participation au susdit gouvernement vichyste. Il sera libéré le 19 juillet 1946. On le retrouve pour quelques instants, à sa sortie de « taule », assis sur un banc, les jambes molles, la tête vide.

9

PARALLÈLEMENT ET EN MARGE
(1942-1944)

Marc O'Neill

J'avais annoncé au Maréchal, lors de notre dernier entretien du mois de novembre 1942, que j'allais « entrer dans la guerre »... Parole tenue puisque, quelques jours plus tard, je rencontrai Marc O'Neill et je m'engageai dans un autre combat.

Je connaissais Marc O'Neill depuis septembre 1939. Rien ne laissait prévoir alors l'étonnante voie que devait prendre sa carrière, ni moins encore l'importance que notre rencontre allait avoir, quelques années plus tard, dans ma propre vie.

Marc O'Neill, officier d'active, était alors lieutenant au 3^e régiment d'automitrailleuses. Il commandait le premier peloton de l'escadron Weygand, équipé d'automitrailleuses que nous convoitions. J'appartenais à l'escadron Brignac, plus humblement muni de motocyclettes avec side-cars. En opération, nos pelotons manœuvraient ensemble. Notre amitié devait tout naturellement nous amener à unir nos efforts pendant les années sombres de l'Occupation.

Homme de grande taille, mince et élégant, Marc O'Neill devait à l'époque avoir vingt-huit ou trente ans. Il était entreprenant, gai. Respectant les hommes qu'il commandait, il en était aimé. Il avait une vénération pour son chef d'escadron, le capitaine Jacques Weygand, dont l'ironie gouailleuse, le calme, l'esprit de décision, le mépris du danger, le soin constant apporté aux hommes comme au matériel, constituaient pour lui un modèle. L'enthousiasme et le sérieux d'O'Neill, masqués

partie officiellement de la Résistance, comme je le lui ai demandé plusieurs fois, c'est qu'il jugeait, comme il me l'a dit, avoir agi pour nous avec sa conscience et qu'il était inutile de rechercher des témoignages officiels. »

par une apparente désinvolture, attirèrent mon attention et conquièrent mon estime. C'était un homme, c'était un chef.

A l'automne 1939, nos chemins s'étaient écartés. J'avais été renvoyé à Billancourt ; le 3^e RAM avait vécu les longs mois d'attente de l'hiver 1939-1940. Dès le 10 mai, il avait été jeté dans les combats à la frontière luxembourgeoise, en Belgique, sur la Somme, sur la Seine, aux abords d'Alençon... Chargé de la défense du pont de Porte-Joie sur la Seine, près des Andelys, en dépit de lourdes pertes et de son infériorité de matériel, le 3^e RAM réussit à tenir les Allemands en échec pendant deux jours avant d'être contraint au repli par la retraite des unités situées en aval et en amont. Malgré les pertes subies, les unités amoindries se battirent, même après la demande de l'armistice, jusqu'au 22 juin. L'armistice signé, sous-officiers ou soldats du 3^e RAM tentèrent d'échapper à la captivité, isolés ou en groupe. Certains, épuisés, n'y parvinrent pas, d'autres y réussirent ; ce fut le cas de Marc O'Neill.

Marc O'Neill, la zone libre gagnée, reçut une nouvelle affectation. Il s'y ennuyait. En 1941, dans une longue lettre, il me rapporta son ennui et son impatience d'action. Il souhaitait, écrivait-il, être affecté à l'ancienne direction des fabrications, incorporée alors sous un autre nom au ministère de la Production industrielle. Je n'eus aucun mal à obtenir de Pierre Pucheu la mutation désirée.

Survint au milieu d'août 1941 un incident qui devait rapprocher nos destins. J'étais entre-temps devenu secrétaire d'Etat à la Production industrielle. Un jour, en fin de journée, le commandant Fontaine, de l'état-major particulier de l'amiral Darlan, me pria de passer. Il s'agissait, me dit-il, d'une affaire de routine. C'était le cas, si l'on veut. En fait, l'amiral m'informa d'un secret qui n'en était pas un pour moi : à l'initiative de l'ancienne direction des fabrications avaient été entreprises clandestinement, en zone occupée, des fabrications de pièces et d'équipements destinés à l'armée d'armistice.

L'état d'avancement de ces fabrications permettait désormais leur transfert vers la zone libre. L'opération, clandestine, était délicate. Elle exigeait prudence et coordination. L'amiral,

habitué à se servir d'un personnel qu'il connaissait, entendait confier la responsabilité de l'opération à un officier de marine. Il me nomma l'un d'eux. J'ai un profond respect pour les officiers de marine, leur compétence et leur dévouement, mais, en l'espèce, ce choix ne me paraissait pas le meilleur. Il s'agissait de matériels divers, aux fabrications imbriquées dans différentes entreprises. Leur transport était difficile, exigeait l'intervention du ministère de la Production industrielle, voire parfois, compte tenu du caractère confidentiel de la tâche, celle, personnelle, du ministre et donc de moi. Il paraissait logique que le choix de l'homme qui agirait en mon nom fût le mien. L'amiral parut étonné de cette remarque. Il l'admit cependant. Sa compréhension fut facilitée par le fait, je l'appris plus tard, qu'il ne connaissait pas personnellement l'officier dont il proposait la nomination.

Transport de fabrications clandestines ? Le nom de Marc O'Neill me vint à l'esprit. Je le convoquai. La mission : assumer la responsabilité de l'acheminement des fabrications clandestines de zone occupée en zone libre. Pour faciliter la tâche, je le rattachai officieusement à mon cabinet. Devant lui s'ouvraient ainsi plus facilement les portes, notamment celles des répartiteurs de matières premières, dont la coopération était importante.

Les opérations se déroulèrent dans la discrétion et sans anicroche majeure. Au cours de l'automne, à la sortie d'un Conseil où j'avais rendu compte de la gravité de la situation énergétique, l'amiral Darlan me pria d'informer le Maréchal des conditions dans lesquelles était menée cette opération. Une proche audience accordée par le Maréchal me permit de le faire. Il m'interrompit, mi-rieur, mi-sérieux. « Alors, racontez-moi... Ils passent bien la ligne de démarcation, ces matériels, sous le nez des Boches ? Mais non, ne répondez pas... Quand on veut qu'une chose ne soit pas connue, il vaut mieux ne pas en parler... Mais continuez. Choisissez bien vos hommes pour ce travail. Fragmentez les responsabilités. Prévoyez des coupe-feu. Continuez. Il nous faudra du matériel... » L'opération se poursuivit jusqu'à mon départ de la Production industrielle. Je

pensais qu'elle restait secrète. J'ignorais alors ce que je découvris par la suite : la trahison de ceux qui n'hésitèrent pas à dénoncer aux Allemands ce réarmement clandestin comme une preuve d'« opposition » du Maréchal à la Collaboration.

Vers la fin du mois d'octobre 1942, Marc O'Neill vint m'annoncer qu'il allait quitter la Production industrielle et s'engager dans une autre entreprise : assumer le commandement du secteur P de l'Armée secrète, dont l'implantation en zone occupée était décidée. Les études de cette vaste entreprise progressaient ; sa réalisation commençait. Il m'assura qu'il m'en dirait plus prochainement. Vers le 20 novembre, il reprit contact avec moi. Entre-temps, les événements s'étaient précipités : les troupes alliées avaient débarqué en Afrique du Nord, l'armée de l'armistice avait été dissoute.

Tout se présentait différemment.

Une première opération s'imposait de toute urgence : recueillir les officiers de l'armée d'armistice rejetés brutalement dans la vie civile, plus spécialement ceux qui étaient en mission clandestine en zone occupée. La dissolution de l'armée d'armistice équivalait, pour l'organisation en cours, à une sorte de coup de pied dans une fourmilière. En effet, dès la fin de l'été, quelques officiers avaient été dirigés vers la zone occupée, avec des missions particulières dissimulées sous divers artifices. Tout s'écroulait, les officiers se trouvaient brutalement sans couverture. Il était vital de ne pas les laisser se disperser. Ce fut le premier souci de Marc O'Neill. Il devint le mien. C'est ainsi que, dès la fin du mois de novembre, furent englobés dans le personnel du COA le colonel Vézine de La Rue, le chef d'escadrons de Brye, le capitaine de Nadaillac. Par la suite, d'autres officiers grossirent à leur tour les effectifs du comité. Il fallut veiller à ce que ce recrutement élargi ne vienne pas mettre en péril le secret indispensable à ces embauches insolites.

Dans les derniers jours de novembre et les premiers de décembre 1942, Marc et moi nous nous rencontrâmes souvent. Sa mission se précisait. Elle était vaste. Il fallait pour la réussir imagination, mais aussi méthode, audace, courage, prudence, confiance mais aussi réserve. Cette atmosphère de lutte

clandestine a été souvent décrite. Mais alors, pour chacun, l'expérience était nouvelle, elle était unique. Ainsi s'ébaucha la trame du réseau que Marc allait développer jusqu'en 1944. Ma position se précisa. En fait, ce furent les besoins qui la déterminèrent. Dès décembre 1942, Marc O'Neill dut se déplacer constamment pour contacter, recruter, mettre en place. Son centre de gravité devait se situer hors de Paris, au sud. Ses absences se multiplièrent et se prolongèrent. Les relations devenaient irrégulières entre lui-même et les hommes déjà recrutés et affectés dans des lieux différents. Lancés dans une entreprise pleine d'inconnu, ceux-ci se sentaient isolés, désorientés, parfois découragés. Ils avaient besoin de réconfort. Tout naturellement, ils se tournèrent vers moi. Et je devins ainsi l'interlocuteur de ces hommes qui avaient alors à surmonter l'épreuve de la clandestinité, avec son cortège d'interrogations. Il apparut bon qu'entre O'Neill et eux, et entre eux-mêmes éventuellement, une possibilité de liaison s'établisse. L'interlocuteur devint la boîte aux lettres, le point de ralliement entre Marc et les groupes qu'il avait créés, puis, quelques mois plus tard, avec le réseau britannique *Scientist*.

Les « besoins », ceux de l'intendance, m'obligèrent à une autre tâche, celle de subvenir à leur importance grandissante. Ce n'était pas simple : rassembler des fonds pour une œuvre collective n'est jamais aisé. Les temps ne s'y prêtaient guère : la clandestinité a ses règles, il est dangereux de s'en affranchir. Certains payèrent cher leur imprudence d'un jour, d'une confiance trop vite accordée. Le refus brutal et le silence glacial de deux personnalités que je sollicitai m'apprirent vite que le champ de prospection était limité. La règle absolue du silence sur la finalité des fonds recherchés ne rendait pas la collecte facile. Il fallait cependant faire face et l'enveloppe devait être prête le jour où Marc, ou le plus souvent Marèze, son intrépide femme, sortait de la forêt d'Orléans pour me rendre visite rue de Presbourg et chercher les fonds.

Un matin de juillet 1943, O'Neill m'appela dès la première heure : il souhaitait me voir le jour même, si possible chez moi, après le déjeuner. Ma femme et mes enfants étaient en Seine-et-Oise. Rien ne s'opposait à ce qu'il vînt avenue Raphaël. Vers

quatorze heures, je vis s'arrêter devant mon immeuble un curieux cortège de vélos-taxis d'où sortirent O'Neill et trois autres personnes, dont deux, étrangement, portaient des canadiennes. Je descendis leur ouvrir la porte. Dès que celle-ci fut refermée, O'Neill se tourna vers ses compagnons, et sans autre prélude, déclara : « Voici Lehideux dont je vous ai parlé. » Puis se tournant vers moi : « Voici le major de Baissac, de l'armée britannique, le lieutenant Weaver, également de l'armée britannique. Voici aussi Grandclément qui, à ma demande, constitue des réseaux dans le Sud-Ouest, et particulièrement dans les Landes¹. »

En ces temps, il ne fallait s'étonner de rien. Après avoir serré la main de mes hôtes, je les fis entrer dans mon bureau. Tandis qu'O'Neill m'expliquait les raisons de notre rencontre, le major de Baissac alluma une cigarette. Le parfum dégagé par la fumée de celle-ci éveilla le souvenir de plaisirs anciens. Le curieux habillement des deux officiers britanniques m'intriguait : culotte coupée comme seuls savent faire les tailleurs britanniques ; bottes acajou, lacées sur le cou-de-pied, dont le modèle était quasiment inconnu en France ; enfin, et curieusement au mois de juillet, des canadiennes à col de fourrure...

L'entretien commença, cordial et naturel. Le major souligna l'intérêt que l'armée britannique portait à l'organisation montée par O'Neill, en insistant sur les besoins de fonds de celle-ci. Après avoir convenu que le cas échéant les contacts se poursuivraient entre O'Neill et lui-même par mon intermédiaire, je ne

1. Déclaration du major C. de Baissac, DSO, officier de liaison britannique auprès de la Résistance 1942-1944, Fonds W3, Archives nationales : « En juillet 1943, je suis entré en contact avec M. François Lehideux par l'intermédiaire du colonel O'Neill, alors "Formule", maintenant compagnon de la Libération et, à cette époque, chef de la région parisienne pour l'OCM. Le but de notre entrevue était l'avance de fonds à la Résistance, et la liaison à établir entre Formule et moi-même, dans l'hypothèse où le contact existant serait rompu. Cette liaison a effectivement joué entre M. Lehideux et mon radio. »

Lettre du 5 décembre 1945 du major F. W. Hazeldine, adressée au conseiller Gareau, rapporteur près de la commission de la Haute Cour, qui précise : « Monsieur F. Lehideux, pendant la période de clandestinité, eut des contacts avec notre réseau *Scientist*, commandé par le commandant Claude de Baissac. »

pus cacher au major, au moment de nous quitter, combien son habillement m'étonnait. Une canadienne en plein été, cela attirait l'attention... « Oh, répondit-il en riant, à notre époque où tout est difficile, chacun porte ce qu'il a. Puis faites-moi confiance, je sais assurer ma sécurité... »

Et avant de me quitter (avait-il perçu la nostalgie engendrée par l'odeur de sa cigarette ?), il sortit de sa poche plusieurs paquets de Players qu'il m'offrit.

Dans les derniers jours de juin 1944, le téléphone sonna de bonne heure, vers six heures trente. Au bout du fil, une voix étrange, nasillarde de quelqu'un qui cherchait à l'évidence à camoufler sa voix. Ses mots étaient incompréhensibles.

Je me tenais sur mes gardes, tout en essayant de comprendre. Soudain, la voix s'éclaircit, mon interlocuteur clamait maintenant avec impatience : « *Dédé. It's Dédé ; you know, Dédé ?* »

C'était donc le lieutenant Weaver, alias Dédé. Il paraissait angoissé. Il voulait me voir mais ne se souvenait pas de mon adresse. Il était en outre incapable de préciser où il se trouvait dans Paris. Ses connaissances de la ville se limitaient à la place de l'Etoile, l'Opéra et la tour Eiffel. Je choisis de lui donner rendez-vous au coin du pont d'Iéna et du quai Branly.

J'étais inquiet. Ce n'est pas sans appréhension que je me rendis au rendez-vous. Par précaution, j'arrêtai ma voiture au bas du jardin du Trocadéro, et c'est à pied que je gagnai puis traversai le pont, l'œil en éveil. Au cours de la traversée du pont, j'aperçus un homme. Il était seul. La circulation était quasiment inexistante. Rassuré, j'allai vers lui. C'était bien Weaver. Il ne portait plus de canadienne mais une chemise kaki dont les manches étaient relevées au-dessus du coude. Il regardait de tous côtés. Lorsqu'il m'aperçut, il courut vers moi, le visage angoissé. Je l'emmenai vers la voiture, sans rien lui demander. Une fois monté, il tint des propos incohérents, incompréhensibles. Puis peu à peu, son langage devint plus clair : Weaver avait perdu toute liaison avec ses chefs, son poste radio ne fonctionnait plus, il était seul dans Paris. Un Paris inconnu, hostile. En plus, il ne parlait pas français. Désarmé, sans argent, la terreur l'avait saisi. Il ponctuait toutes ses phrases d'un même

slogan : « *I want to go back to England. I want to go back to England.* » La première chose à faire était d'essayer de le détendre, puis de l'interroger. Je l'emmenai chez moi, il y prit un déjeuner, se rasa, devint plus calme. Finalement, je saisis que, parmi les consignes générales qui lui avaient été données, figurait une adresse dans le Morbihan qui devait représenter le point ultime où il pourrait trouver aide et assistance, en cas de perte de liaison avec ses chefs.

Le Morbihan, pour Dédé, c'était la route de l'Angleterre. Il voulait donc s'y rendre. Il ne savait comment faire. Je lui expliquai que le Morbihan, c'était loin et difficile à gagner. Par le train, dans cet accoutrement et sans parler français, c'était impossible. L'automobile, il ne fallait pas en parler. Restait la bicyclette. Il savait se servir d'une bicyclette, mais il ne connaissait pas l'itinéraire.

J'avais parmi mes collaborateurs un garçon plein de dévouement, Georges Cazalis. Sportif et doté d'une forte personnalité, il faisait pour son plaisir de grandes randonnées à bicyclette les week-ends, dont il nous rapportait souvent du beurre. Anglophone et anglophile, il aimait, si je peux employer cette expression, les « coups tordus ». Il avait un moral de fer qu'il manifestait dans une gouaille très parisienne. Je tenais mon guide. Une demi-heure plus tard, il était avenue Raphaël. Il comprit le tragique de la situation de Weaver. Je lui confiai l'homme. Je lui remis une somme d'argent. Ils partirent tous les deux.

Quelques jours plus tard, Cazalis réapparut, rayonnant. Il avait roulé avec Dédé vers l'Ouest, couchant dans des fermes, utilisant des chemins détournés. Finalement, il avait abandonné Dédé quelque part aux confins de la Bretagne. Il avait quitté un homme plus serein, muni de cartes routières, la besace remplie de victuailles. Le deuxième jour de leur randonnée, Cazalis lui avait fait troquer sa chemise kaki contre une autre plus fantaisiste. Cazalis avait regagné Paris, Weaver était parti vers son destin.

Je n'entendis plus parler ni du major de Baissac, ni du lieutenant Weaver, jusqu'au jour où mon avocat me communiqua la copie d'une déclaration adressée par le major à la Haute Cour

de justice. Il y confirmait que le lieutenant Weaver avait bien regagné l'Angleterre, muni par moi des viatiques nécessaires.

Lorsqu'en juillet 1943 O'Neill m'avait rendu visite, il était accompagné de deux officiers britanniques mais aussi d'un Français nommé Grandclément. Dans la déposition qu'il fit le 10 novembre 1945, O'Neill déclare : « Ayant présenté Grandclément, chef régional du Sud-Ouest, à Lehideux, celui-ci me sauva alors la vie lors de la trahison de Grandclément. Il l'avait évincé, lui déclarant qu'il nous avait trouvés trop imprudents et qu'il ne nous voyait plus ¹. »

Quatre lignes qui disent mal les heures de tension que je vécus pendant une longue journée, en novembre 1943, et l'angoisse qui s'empara de moi dans les semaines qui suivirent. Le 18 novembre 1943, j'étais au COA, rue de Presbourg. A la fin de la matinée, l'huissier m'apporta une enveloppe qu'une personne venait de lui remettre à mon intention. J'ouvris l'enveloppe. A l'intérieur, un seul nom écrit à la main : « Grandclément. » Je priai l'huissier de faire entrer aussitôt le visiteur. La porte s'ouvrit. Une surprise m'attendait.

J'avais le souvenir d'un personnage assez grand, au visage ouvert, épanoui, plutôt jovial. L'homme qui entra était grand ; son visage grave, son teint pâle, son regard exprimaient la crainte. Il parlait lentement, cherchait ses mots. Derrière lui suivaient deux hommes, grands et forts, portant l'un et l'autre de grands manteaux de cuir vert olivâtre, chacun tenant à la main un chapeau mou de même couleur et de même forme. Deux silhouettes qui commençaient à être familières... et redoutées.

C'était étrange, si étrange que je crus que Grandclément s'était livré à un mauvais gag en se faisant accompagner de deux compagnons déguisés. Hélas, ce n'était pas un gag. Les deux hommes étaient deux agents de la Gestapo. Grandclément le précisa immédiatement.

Dès qu'il eut franchi la porte de mon bureau, il m'expliqua

1. L'« affaire Grandclément » ébranla la Résistance dans la région de Bordeaux en 1943-1944. Arrêté, devenu un instrument entre les mains de la Gestapo, Grandclément fut exécuté par la Résistance en juillet 1944.

avec gêne et circonlocutions qu'il avait été mis en contact avec « ces messieurs », lesquels non seulement ne désapprouvaient pas l'action patriotique menée par lui-même et par O'Neill et ses amis, mais même avaient décidé de les aider en fournissant des armes. Pourquoi donc ? Pour aider ces patriotes français dans la lutte véritable, celle de l'Europe, menée par les Allemands, contre le communisme. Or tout permettait d'envisager que les communistes interviendraient prochainement pour troubler l'ordre en France. Réduire cette insurrection serait l'œuvre de patriotes français dont l'armée allemande respectait l'idéal. Il était évident que, pour que ces Français puissent mener leur lutte, il leur fallait des armes. C'est pourquoi « ces messieurs » proposaient de fournir des armes à la Résistance. A charge pour celle-ci de maîtriser le péril communiste.

La ficelle était une corde. Grandclément tint cependant à préciser qu'ayant personnellement apprécié la valeur de la proposition, il désirait que « ces messieurs » puissent la faire eux-mêmes à Marc. Malheureusement, il avait perdu contact avec celui-ci. Comme il connaissait les relations intimes que j'avais depuis longtemps avec lui, il ne doutait pas que je pourrais l'aider à le joindre. Un des Allemands, dans un français impeccable, à peine teinté d'accent, prit le relais pour conforter les propos de Grandclément. Mais oui, affirma-t-il, il comprenait bien les convictions nationalistes d'O'Neill et de ses amis. Elles étaient nobles. Mais il craignait que des troubles communistes éclatent. Aussi, en accord avec ses chefs, avait-il décidé de fournir à Grandclément et à ses amis les armes dont ils avaient besoin.

L'Allemand parlait, il me donnait le temps de réfléchir. J'étais perplexe. Une chose à faire : choisir un parti, n'en plus varier, l'affirmer avec force, avec obstination. Seule façon de le rendre crédible. Mais il fallait aussi faire bien attention d'éviter toute allusion à la présence en juillet d'officiers britanniques, puisque Grandclément lui-même s'en était abstenu. Choisir un parti, mais lequel ? Ne pas nier mes contacts, ni avec O'Neill ni avec Grandclément. Mais déclarer que j'avais considéré leurs propos comme chimériques, puérils et même irresponsables. Le silence

qui avait suivi m'avait donné raison. Depuis juillet rien, ni de Grandclément, ni de Marc O'Neill.

Mon explication ne déconcerta pas le policier allemand, elle parut même le satisfaire. En revanche, elle troubla Grandclément. Je réaffirmai une fois encore mon désintérêt pour cette entreprise. Grandclément se taisait. Me tournant vers l'Allemand, je lui dis ma stupéfaction devant leur crédulité. Comment avait-il pu prêter créance à des discours généreux certes, mais chimériques ? Il fallait tout de même rester sérieux ! Ces propos parurent chagriner l'Allemand. Il se leva, s'excusa de m'avoir dérangé, puis s'adressant à Grandclément : « Vous voyez bien, je vous l'avais dit, monsieur Lehideux ne peut pas vous aider... »

J'accompagnai mes visiteurs vers la porte. Puis je regagnai ma table de travail. A vrai dire, mal à l'aise. Je rentrai chez moi déjeuner. Devais-je revenir après le déjeuner au COA ? M'en abstenir ? Au moins cet après-midi ? Finalement, je décidai de ne pas modifier mes habitudes. En regagnant la rue de Presbourg, j'aperçus un homme, au coin de l'avenue Marceau, vêtu du même manteau que les visiteurs de ce matin, plongé dans la lecture d'un journal. Mon pas s'accéléra. Que faire ? Tout comportement illogique eût trahi mes craintes. Il me fallait aller normalement au COA.

Quelques minutes plus tard, j'étais en discussion avec trois de mes collaborateurs. L'huissier, entrebâillant ma porte, m'annonça : « Les visiteurs de ce matin demandent à nouveau à vous voir. Ils disent que c'est urgent car ils doivent repartir. » Je m'excusai auprès de mes interlocuteurs et je regagnai mon bureau avec anxiété. Je n'avais pas d'autre solution que de les recevoir. J'étais à nouveau mal à l'aise. Grandclément entra le premier, il était affreusement pâle, les traits tirés. Les Allemands semblaient, eux, parfaitement décontractés.

L'Allemand volubile du matin s'excusa de me déranger à nouveau. Il avait bien noté, dit-il calmement, mes déclarations. Elles ne l'avaient pas surpris. Mais cependant, il se pouvait que Marc O'Neill reprenne contact un jour ou l'autre avec moi. Aussi, avant de repartir pour Bordeaux, tenait-il à bien me faire saisir l'importance des offres qu'il aurait souhaité présenter

lui-même à O'Neill. Il était engageant, souriant, aimable. Suivit toute une variation sur des thèmes connus : complémentarité France-Allemagne, menace du communisme, importance décisive de la livraison des armes par la police allemande pour la lutte contre l'ennemi commun, le communisme...

Voulait-il me convaincre de sa bonne foi, déclencher chez moi quelque imprudence qu'il eût pu exploiter ? Je n'en sais rien. En tout état de cause, prolonger l'entretien devenait inutile et dangereux. Je décidai d'y mettre fin. Prétextant une conférence interrompue, je me levai, nous prîmes congé. Avant de franchir la porte, le policier allemand me tendit un papier, de la taille d'une carte de visite, sur lequel était inscrit un numéro de téléphone : « Voici un numéro où, à Bordeaux, vous pouvez me joindre à tout instant : on saura toujours où me trouver, moi ou notre ami, dit-il en désignant Grandclément. Conservez ce papier, et surtout, n'hésitez pas à nous appeler... »

Ils quittèrent la pièce. Au moment de franchir la porte, Grandclément se tourna vers moi. Il était pâle. L'angoisse de son regard était insoutenable. Je ne l'ai pas oubliée.

J'étais resté maître de moi tout le temps où ces sinistres personnages étaient dans mon bureau. Leur départ me laissait désarmé. Le danger planait sur Marc O'Neill, il fallait l'avertir. J'appelai André Armand, secrétaire général du COA et mon collaborateur depuis 1933. Je savais que je pouvais compter sur son dévouement. Son tempérament ne le poussait pas à l'aventure. Il accepta sans joie la mission que je lui confiai mais l'accomplit scrupuleusement. Je lui communiquai deux numéros de téléphone où il pourrait éventuellement joindre Marc O'Neill. La chance voulut qu'il le trouvât au premier appel. Marc suivit les conseils que j'avais prié Armand de lui transmettre : il accepta l'hospitalité que, courageusement, Jean Bonnefon-Craponne et sa femme voulurent bien lui offrir. Les semaines passèrent, l'anxiété ne me quittait pas.

Je n'eus plus de nouvelles, ni de Grandclément, ni de la Gestapo. Ce ne fut que bien plus tard, en 1945, à Fresnes, que mon avocat m'apprit la vérité sur cet épisode.

Grandclément avait trahi. Léger, excité, vantard peut-être, il

PARALLÈLEMENT ET EN MARGE (1942-1944)

s'était laissé aller à des propos imprudents qui avaient attiré l'attention de la Gestapo. Se rendant compte qu'il était sous surveillance, il s'était affolé. Il avait fui pour se cacher quelque part dans les Landes. Après sa disparition, sa femme avait été arrêtée, puis écrouée. La livraison d'O'Neill était le prix de la libération de celle-ci.

Pendant quelques semaines, je vécus dans l'anxiété, inquiet du regard des passants, d'une sonnerie de téléphone, contraint à ne rien laisser paraître à mon entourage. Marc, quant à lui, après une semaine de prudence, se plongeait à nouveau dans sa fiévreuse activité. « Formule » pour les Anglais, « O'Neill » pour certains, « Marc » pour beaucoup, il était partout. Il se dévoua sans relâche, sans crainte, avec témérité, à recruter, rassembler, organiser des maquis qui formèrent bientôt, au sud de Paris, une force dont les proches combats révélèrent la valeur.

Le poste de commandement de « Marc » était situé à la lisière de la forêt d'Orléans. C'était vers celui-ci que je dirigeai tous les volontaires qui voulaient rejoindre l'armée, encore secrète, de la Libération. En juin 1944, je fus surpris de voir se présenter le général de Beauchêne. Il avait été désigné pour prendre le commandement de l'ensemble des maquis constitués au sud et à l'est de Paris. Mais le malheureux officier, privé du contact avec « Marc », comme avec Bayard (colonel Vézine de La Rue), ne savait où rejoindre son armée. Je le renseignai, lui fournis les bicyclettes dont il avait besoin pour assurer ses liaisons et le fis convoier jusqu'aux abords de la forêt d'Orléans.

Après la libération de Paris, les maquis d'Orléans, mieux armés, intégrés à l'armée régulière, poursuivirent les combats jusqu'à la victoire. Celle-ci acquise, le général de Beauchêne fut nommé gouverneur militaire du secteur français à Berlin. Il n'oublia pas pour autant la « boîte aux lettres » de 1944¹.

1. « Lorsque je suis entré en relation avec M. Lehideux, je venais de prendre la tête de l'organisation qui avait été constituée par le commandant O'Neill ("Marc") et le capitaine de La Rue ("Bayard"). "Marc" et "Bayard" se trouvaient à leur poste dans le maquis et c'est par M. Lehideux qui connaissait leurs points de chute que j'ai repris contact avec eux. » AN, Fonds W3 extrait de la déposition du général de Beauchêne, 8 décembre 1945, Commission d'instruction de la Haute Cour.

Un déjeuner paradoxal avec Aimé Lepercq

Au cours des nombreux entretiens que j'avais avec Marc O'Neill, celui-ci m'avait parlé à plusieurs reprises d'un différend qui l'opposait au capitaine de Soultrait. Ils étaient l'un et l'autre responsables de secteurs de l'Armée secrète. Or les deux hommes se chamaillaient sur la limite des territoires relevant de leur responsabilité. Disputes d'enfants...

A plusieurs reprises, j'essayai de persuader O'Neill d'en terminer avec cette ridicule affaire. Marc, s'il était un modèle de courage et de noblesse, avait aussi un caractère querelleur. Soultrait devait être entêté.

Quoi qu'il en soit, incapable de mettre fin à ce différend inopportun, je décidai d'en parler à Aimé Lepercq, dont je connaissais l'autorité au sein de l'OCM. Nous déjeunerâmes ensemble. J'en étais à proposer une solution à ce conflit affligeant et puéril lorsque Lepercq m'interrompit : « C'est tout de même étonnant, dit-il, de voir un ancien ministre de Vichy arbitrer un conflit entre deux officiers de la Résistance ! » Nous partîmes l'un et l'autre d'un grand éclat de rire. La Résistance alors, ce n'était pas un titre. Personne n'aurait eu l'idée d'en faire un monopole.

Au moment de nous quitter, Lepercq, homme carré, à l'abord plutôt froid, voire bourru, me serra fortement la main et m'assura de son estime. Une déclaration inattendue qui me toucha. Lepercq fit alors mémoire de sa présence à mes côtés, lors de mon voyage dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais en février 1942, et déclara avoir apprécié mon comportement et les termes de mes discours.

Ce jugement avait pour moi une grande valeur. ■■■■

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, les sirènes d'alerte une fois encore retentirent. Nous reprîmes le chemin de la cave. Il ne se passait rien. Aucune activité de la Flak, aucun bruit d'avion. Le silence. Mon appareil radio, dans la cave, marchait mal. Le brouillage achevait de rendre inaudibles les messages que diffusait Londres. Je m'efforçai cependant de les deviner.

Nous attendions une initiative des Alliés, sans savoir ni quelle forme elle prendrait, ni où elle se produirait. Marc O'Neill m'avait communiqué le code d'alerte de son réseau (j'allais dire « notre » réseau), et conseillé d'être vigilant. Les opérations devaient, selon lui, se déclencher dans un proche avenir.

Il n'y avait pas d'avions alliés dans le ciel. Cependant, la fin de l'alerte n'avait pas été annoncée. Elle se prolongeait, mais rien ne troublait le silence. Intrigué, je montai sur le toit de notre maison. J'entendais dans la nuit les soldats allemands de l'unité aérienne installés, depuis quelques semaines, sur le toit d'un immeuble voisin, parler entre eux. Le ciel était opaque. Alors ?

Alors, je me souvins de l'avertissement de Marc O'Neill. Quelque chose s'était produit. Quelque chose de différent, mais quoi ?

Je pris la décision de faire remonter ma famille de la cave. Il devait être déjà un peu plus de deux heures. Puis je repris ma quête de la radio en dépit du brouillage. Je ne réussis pas à entendre « Ma femme a les yeux vifs ».